



Déclaration des élu-es de la FSU Guyane à la F3SCT du 8 octobre 2025

Monsieur le Recteur,
Mesdames, Messieurs les membres de la F3SCT,

La FSU souhaite ouvrir cette séance en soulignant, une nouvelle fois, ses vives inquiétudes quant au fonctionnement de notre instance.

La F3SCT ne peut se réduire à une chambre d'enregistrement des dispositifs décidés unilatéralement par l'administration académique. En effet nous avons eu une première réunion de l'instance en octobre, et la deuxième qui concernait qu'un seul point à l'ordre du jour ne s'est jamais tenue. Le F3SCT doit être un espace de dialogue, de co-construction, et d'écoute, où les représentants du personnel peuvent pleinement jouer leur rôle en matière de santé, sécurité et conditions de travail.

Or, force est de constater que cette instance ne fonctionne pas à la hauteur des enjeux. La fréquence des réunions est insuffisante, les transmissions d'informations de l'instance sont irrégulières, voire inexistantes de la part de l'administration mais aussi du secrétariat de la F3SCT qui ne remplit pas ses missions. Les comptes rendus de visites tardent à être communiqués, quand ils le sont. Il n'y a toujours pas de programmation annuelle claire des visites, ni d'enquêtes réellement engagées à la suite des alertes déposées. Pire encore, les fiches SST restent souvent sans réponse. Le site académique, qui devrait permettre un minimum de transparence et d'accès aux documents, n'est pas mis à jour.

La mise en œuvre du Plan National d'Action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2025-2027, pourtant obligatoire, n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les membres de cette instance et d'ailleurs n'a jamais été appliqué dans l'académie, notamment les dispositifs de signalement, de traitement et de suivi des actes de violences, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes. Cela traduit un profond mépris pour le rôle des représentants du personnel et pour le dialogue social en général.

Ce dysfonctionnement chronique se heurte à une réalité de terrain particulièrement préoccupante en Guyane :

- Une surpopulation scolaire qui impacte directement les conditions d'apprentissage et de travail,
- Un climat scolaire dégradé, générateur de tensions et de souffrance pour les personnels,
- Une gestion des ressources humaines à flux tendu, voire chaotique,
- Des bâtiments dangereux en dégradation avancée, mettant en danger la sécurité des personnels.
- Des pénuries d'eau potable sur le littoral comme dans l'intérieur, liées notamment au réchauffement climatique.
- Des conditions de travail dégradées lors de chaleurs excessives dans trop d'établissements.

À cela s'ajoute l'absence d'analyse des droits de retrait, des arrêts maladie, des congés longue maladie ou longue durée (CLM/CLD) et des accidents de service ou de trajet alors même qu'ils sont des indicateurs essentiels de la santé au travail dans notre académie.

Pour la FSU, il est impératif de redonner à cette instance sa pleine utilité. Nous demandons :

- Une programmation annuelle des visites avec concertation,
- La tenue régulière et effective des réunions,
- Une réponse systématique aux fiches SST et alertes déposées,
- Une mise à jour transparente des données disponibles sur le site académique,
- La mise en œuvre d'enquêtes lorsqu'un danger grave est signalé,
- Et surtout, un respect strict des missions de cette instance, dans l'esprit comme dans la lettre.

En outre nous avons adressé en mai 2025 une lettre au recteur faisant état de nos souhaits que figurent à l'ordre du jour de laF3SCT un point sur le fonctionnement de l'instance, sur la programmation des travaux et sur le plan de prévention académique du risque amiante qui est restée sans réponse.

Il est urgent que l'administration prenne la mesure des difficultés vécues par les personnels en Guyane. La santé, la sécurité et les conditions de travail ne peuvent plus être reléguées au second plan.

Nous vous remercions de votre attention.